

MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel 18 février 2011

N°34

450 FC

Des faux billets en circulation

De plus en plus de billets contrefaits de 500 fc congolais et de dollars circulent en ville. Les commerçants et les habitants qui en ont reçu en paiement sont contraints de les déchirer pour ne pas se faire arrêter. Mais les contrefacteurs, eux, sont toujours en liberté.

Le 24 janvier, deux jeunes contrefacteurs (communément appelés «frappeurs») ont été arrêtés et transférés à l'Agence nationale de renseignement», affirme un officier de la police d'intervention rapide (PIR). C'est la énième arrestation. Ces «frappeurs», fabricants de dollars promettent de multiplier l'argent : 100\$ pour 200 \$; 1000\$ pour 2000\$ ainsi de suite. Ils commencent souvent



par de petits montants et honorent leur engagement. Le jour où la personne verse plus, ils se volatilisent dans la nature. Les faux billets sont mélangés avec les vrais pour les injecter en circulation. «Un jour au magasin Beltexco, on m'a présenté une femme avec des faux billets de 500fc», témoigne le général David Masandi, inspecteur provincial de la police nationale congolaise. Ces faux billets de 500 Fc et de 100 \$ sont de plus en plus nombreux en ville depuis près de trois ans et n'épargnent personne et sont de plus en plus nombreux.

Dans les familles, bureaux, marchés, les discussions sur la circulation de ces faux dollars dominent les conversations. Certains racontent le sort pitoyable des victimes qui versent des sommes importantes à ces «frappeurs» croyant multiplier leur mise et perdent leur argent. La victime ne sait même pas les dénoncer, étant elle-même en infraction de participation et la seule piste sur qui la police peut mettre la main.

Sur la vitre de la caisse du «Crédit Boyomais», une coopérative d'épargne et de crédit, est affichée un billet de 500 fc sur lequel est écrit «faux» au marqueur. «C'est là depuis 2010 pour alerter nos clients», déclare le gérant. Selon Benjamin Bembonga, économiste à l'Unikis, «cet argent déséquilibre l'économie car la banque centrale ne le contrôle pas».

Les populations victimes ignorantes

Au marché central, le gérant affirme retrouver de faux billets dans les taxes d'étalement que les agents prennent par ignorance. «Depuis l'année passée, les mamans se plaignent du refus des responsables des magasins de prendre certains billets jugés faux alors qu'elles, les prennent», s'indigne maman Alima, représentante de vendeuses d'assiettes. Difficile pour elles de différencier les vrais billets de faux lorsqu'ils sont mélangés dans les liasses de 25 billets ou avec des vrais billets neufs de 500 fc ou encore lorsqu'elles vendent la nuit. Dans le village Alibuku à 36 km de Kisangani sur l'axe Banalia, le pasteur d'une église témoigne qu'il a retrouvé lui aussi ces faux billets dans le panier des offrandes.

Selon certaines vendeuses un peu averties, il manque à ces faux billets le fil de sécurité et le filigrane de la tête de l'animal Okapi au dos. En outre, ils sont plus légers que les vrais. Ce que confirme Ngoy Mwana, directeur de la Banque centrale qui a déjà informé sa hiérarchie et l'hôtel des monnaies à Kinshasa. Lorsqu'ils récupèrent des billets, la Banque centrale les perfore et d'autres comptables vigilants les déchirent pour freiner leur circulation. Pris au piège, les habitants les conservent à l'abri des regards par peur d'être indexés par la police. Pour éviter de se voir refiler cette monnaie en papier, certains habitants passent au peigne fin le billet de fc comme le dollar en l'exposant à la lumière du soleil ou de l'ampoule de vérification. Mais en bout de ligne, ce sont les consommateurs qui paient le prix de la contrefaçon.

Sanctionner le contrefacteur

Selon l'article 117 du code pénal, la contrefaçon (fabricant) ou la falsification de la monnaie est punie d'une servitude pénale de cinq à vingt ans et d'une amende. De huit jours à un an et d'amende, celui qui le reçoit ou le met en circulation (article 118).

Mais qui sont les auteurs de ces contrefaçons qui demandent un certain outillage ? Certains pointent du doigt les changeurs de monnaies (cambistes), les hommes d'affaires, les politiques, les autorités militaires et policières, des simples citoyens qui ont pris goût à l'argent facile. Mais personne n'a de preuves. «Les faux billets sont fréquents dans les liasses des cambistes» souligne Petro Menga, un vendeur de poissons salés. Ce que réfute Valentin Lomboko, le président des cambistes. «L'argent appartient plus aux hommes d'affaires. Nous ne faisons que les transactions. Maintes fois la police arrête ces contrefacteurs mais nous les voyons encore circuler», se désolait-il.

Le général David Masandi, lui, s'étonne de voir les malfrats que la police transfère au parquet circuler en toute quiétude. Selon un magistrat, «la liberté est la règle. La détention est l'exception. Bon nombre de dossiers transmis au parquet concernent les utilisateurs et non les vrais auteurs. Il n'y a pas souvent d'indices sérieux de culpabilité contre ces prévenus».

Natacha Kongolo

Unikis Réhabilitation de quatre locaux

Certaines infrastructures de l'université de Kisangani (Unikis) ne sont pas seulement délabrées, mais aussi vétustes. Par le concours financier du gouvernement central, quatre locaux sont entraînés d'être remis à niveau ou en état.

Le bâtiment administratif, la bibliothèque centrale, l'amphithéâtre et la Faculté des sciences sociales, administratives et politiques (FSSAP) de l'Unikis, tous délabrés, sont en train d'être à neuf. Le président de la République, Joseph Kabila l'avait promis lors de sa visite à l'Unikis, en novembre dernier. Les principaux travaux concernent la réfection des toits, le remplacement des carreaux, installations hygiéniques et électriques, affirme Richard Ndaka, directeur des patrimoines de l'Unikis.

Pendant les travaux, les services qui fonctionnaient dans ces bâtiments sont déplacés : le rectorat et l'administration du budget dans les locaux du centre de recherche interdisciplinaire (CRID), le secrétariat général académique dans la résidence officielle de l'administrateur du budget. «Une partie des livres de la bibliothèque centrale sont transférés à celle de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE), mais beaucoup sont restés par manque de place», affirme un agent de cette bibliothèque. La Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH) qui fonctionne dans les annexes de l'amphithéâtre n'échappe pas à la délocalisation. Son décanat est abrité à la FPSE dans un local annexe de la bibliothèque, mais les étudiants suivent les cours à deux kilomètres de là, dans l'école maternelle Mwana, au Guest. Mais, à condition que les vitres, les portes, les installations hygiéniques et électriques de ces locaux soient réparés et remplacés. Quant à la faculté des sciences sociales, politiques et administratives (FSSAP), les bureaux facultaires sont installés dans la résidence des étudiants au Shaumba, très délabrée aussi. Sur place, les locaux Ngbona et Lokanga encore neuf, sont ouverts pour les cours. Les autres promotions sont affectées à la Faculté des sciences (FS) à environ cinq kilomètres. Selon Sogedie, l'entreprise belge qui effectue ces ouvrages, «ces travaux dureront 16 mois.»

Des inquiétudes planent

Etudiants, visiteurs, agents... ne s'y retrouvent pas facilement. Samuel Lupayi, étudiant finissant en sociologie qui, à la veille du déménagement des services académiques, était sur le point de retirer son dossier s'inquiète : «J'ai peur qu'on ne retrouve pas un de mes relevés. Depuis quatre jours je me présente au bureau



et la réponse des autorités est que les documents ne sont pas encore classés».

D'autre part, Christian Mabele, étudiant, craint que le calendrier académique soit bouleversé. La programmation des heures de cours est compliquée : certaines promotions suivent les cours à midi, à l'heure de pause, d'autres tard dans la soirée et parfois le dimanche. La capacité des salles étant insuffisante, certains enseignants prévoient leurs cours dans deux lieux au même moment. D'ailleurs, même avant cette réhabilitation, le nombre de salles de cours était insuffisant. Selon Elie Arokane, finaliste en relations internationales, le moment choisi pour la réhabilitation est d'ordre politique. Selon lui, le gouvernement aurait dû attendre les vacances... Certaines autorités décanales estiment qu'«on pouvait réhabiliter ces bâtiments l'un après l'autre» pour éviter de perturber autant les activités de l'Unikis.

David Mailisi

Ces articles relèvent de l'entière responsabilité de Syfia International et, en aucun cas, de l'UNIKIS

A LIRE EN PAGE...

- 1 - Des faux billets en circulation
- Unikis
Réhabilitation de quatre locaux
- 2 - Ecoles sans livres, élèves mal formés
- Encadrés, les domestiques défendent leurs droits
- LA VILLE EN BREF
- 3 - Aéroport de Bangboka, la présence des militaires fait croître le village voisin
- Elections 2011, les Eglises mobilisent...
- ECHOS DE PROVINCE
- 4 - Wa domestiques wameonyeshwa kutetea haki zao
- Mbongo ya mabe ezali o maboko ma bato

Ecoles sans livres, élèves mal formés

Faute de livres, certains enseignants font des photocopies et les vendent aux élèves du primaire et du secondaire. D'autres confectionnent des syllabus. Le niveau de français et de mathématiques baisse... à la grande inquiétude des parents.

De nombreuses écoles de la ville manquent de bibliothèques et surtout de livres de classe. Les textes des cours de français ou de latin sont écrits au tableau. Au primaire, le maître passe ainsi le plus clair de son temps à recopier des textes ou des exercices de mathématiques au tableau, pendant que les élèves écrivent dans leurs cahiers et font la «lecture expressive» (lire un texte à haute voix pour améliorer la diction). Ce qui fait perdre beaucoup de temps et fatigue. «Les élèves ne savent pas utiliser le livre. Ils écrivent et lisent mal. Ils n'ont pas la culture de lecture et préfèrent suivre les télévisions et radios,» soutient un responsable de la sous division de l'enseignement primaire et secondaire (EPSP). La situation est grave dans les écoles où l'enseignant ne dispose que d'un petit tableau en bois sans espace.

Les textes étudiés sont peu nombreux. «Nous ne terminons pas tous les textes de français au programme, nous faisons le nécessaire» explique Pierre Komba, professeur de français. Depuis plus de trois ans, certains enseignants font ainsi des photocopies des livres de latin, français, histoire, philosophie, esthétique... et les revendent aux élèves entre 1 et 5 \$.

Une manière aussi d'arrondir leurs fins des mois et de monnayer la réussite. Certaines écoles s'organisent. Le directeur du complexe scolaire WINA, Modeste Kadima a inclus dans les minerval les frais des photocopies des manuels. L'année passée, le préfet Toyabo, de l'Institut Saio a interdit cette pratique, si elle est faite sans l'accord de la direction.

Les écoles ne reçoivent plus des frais de fonctionnement pour renouveler les livres, les nouveaux établissements n'en ont pas. Chaque enseignant se débrouille, lui aussi, pour avoir ou photocopier des livres des cours qu'il dispense. Sur le marché, certains livres (English for africa) sont de moins en moins visibles. Selon certains parents, leurs enfants parlent bien mais ont des difficultés d'écriture et d'orthographe. David Sumane, regrette que sa fille de 2^{ème} primaire dans une école privée n'arrive même pas à compter de 0 à 20.

L'année passée, la Belgique a distribué des manuels de français (les champions)

et des mathématiques (mtu et les mathématiques) pour les classes de 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} de toute la province. D'autres livres de français financés par la Banque mondiale (A la fontaine) ont été également distribués en 2010 aux classes de 1^{ère} et 2^{ème} primaire. «Il est trop tôt de mesurer l'impact de ces manuels sur la formation des élèves. Les enseignants doivent savoir les utiliser. Le nombre est insuffisant pour toutes les écoles et dans d'autres écoles, il y a 80 livres pour sept classes de plus de 50 élèves» précise un membre de l'EPSP.

Des syllabus à l'école secondaire

A l'école secondaire, des enseignants confectionnent désormais des syllabus comme à l'université au mépris des règles pédagogiques, soit pour gagner de l'argent, soit pour accélérer les leçons. Ces enseignants donnent cours dans deux ou trois écoles à la fois ou travaillent ailleurs. «Cette méthode permet à ceux qui commencent en retard les enseignements de terminer le programme à temps», affirme le préfet de l'Institut Saio. Mais les élèves ne comprennent pas bien les contenus des syllabus. Ces syllabus coûtent parfois jusqu'à 5\$.

«J'ai dépensé 15 000 fc alors que la prime coûte 4 500 fc, pour six cours de mes deux filles de 4^{ème}» se lamente un parent. Laise Byor, préfet de l'Institut Tufwate témoigne avoir chassé un enseignant à cause de cette pratique. Selon Dominique Lekakwa président de l'Association nationale des parents d'élèves du Congo (ANAPECO), «l'essentiel pour les parents est que leurs enfants étudient. Les enseignants mettent en œuvre tous les moyens pour vivre. Il revient au comité des parents de chaque école de dénoncer».

Pour le chef de travaux Mukwa, enseignant de didactique à l'Institut Supérieur Pédagogique de Kisangani (ISP), le programme national de l'éducation vise à apprendre aux élèves du primaire et du secondaire à bien lire et écrire. Le syllabus est le résumé du cours qui n'est pas à confondre avec le livre.

Lyly bendea

Encadrés, les domestiques défendent leurs droits

Depuis peu, une Ong forme et aide les domestiques à défendre leurs droits le plus souvent bafoués. Certains signent des contrats de travail et bénéficient d'avantages sociaux. Mais la majorité des employeurs n'en ont pas les moyens ou la volonté, et les conditions de travail de ces travailleurs restent très dures.

Un jour de janvier, Jolie, domestique, arrive en retard au service. Son patron, un expatrié, lui signifie qu'il la congédie sans préavis. Il charge le comptable de lui verser son décompte final de près de 200\$. Avertie, la domestique refuse de le toucher et saisit l'Inspection du travail. Après conciliation, elle touche près de 400\$: elle travaillait sans contrat de travail depuis deux ans, ne bénéficiait pas d'allocations familiales, de frais de logement et de transport et son salaire était inférieur au seuil légal. Rares sont les domestiques (en majorité des femmes) qui, comme elle, se rendent à l'Inspection du travail en cas de litige car ils ignorent leurs droits. Aujourd'hui, encadrés par une association, ils tentent de défendre leurs avantages sociaux.

Des avancées encourageantes

Depuis un an, l'Ong Conscience essaie d'associer les domestiques, de les former et de les informer sur leurs droits et devoirs. «Les domestiques sont considérés comme des esclaves, parce qu'ils ne connaissent pas leurs droits, faute d'instruction et ils travaillent sans contrat de travail», constate Bienvenu Sakananu, Coordonnateur de cette Ong.

Près de 200 personnes dont 80% des filles mères ont déjà suivi cette formation et 24 ont signé des contrats de travail grâce à l'Ong. «Quand mon domestique

était malade j'ai téléphoné à l'Ong. Elle m'en a envoyé un autre pour assurer la transition», se réjouit aussi Pauline Antwisi, une mère étudiante qui apprécie l'organisation de cette structure. Une fois formés, ceux qui restent membres de l'Ong sont aidés à trouver un travail auprès des partenaires comme les agents de la Monusco et les ménages de Congolais moyens en faisant du porte à porte, des communiqués dans les médias... Ils sont bien payés entre 100 à 300 \$. «70% du salaire revient au bénéficiaire et 30% à l'Ong pour le fonctionnement et le financement d'une partie des projets comme celui sur les violences sexuelles lancées en janvier», explique Bienvenu Sakananu. L'association veille également à leur traitement sur le lieu de service. Pour suivre la formation, il faut savoir lire, écrire et calculer. Ensuite pendant un mois, ils apprennent le nettoyage, la lessive, le repassage, la cuisine (congolaise et étrangère), l'encadrement des enfants, le jardinage et la déontologie professionnelle.

Domestique, un travail comme tout autre

Habituellement, dans la plupart de ménages, le domestique ne touche pas plus de 20 \$ par mois et est seul à tout faire, «alors que plusieurs métiers distincts entre dans la classification de domestique : jardinier, cuisinier, nettoyeur, lavandière, gardien

d'enfants, domestique», explique Jack Kongo, inspecteur de la division du travail. Ils se font injurier des patronnes ou patrons et peuvent être chassés à tout instant. Certaines patronnes les considèrent comme des rivales.

Selon l'inspecteur de travail Bunduki, le domestique n'est pas différent d'un agent administratif d'une entreprise. Il est géré comme tout travailleur par le Code du travail et jouit de tous les avantages y afférant. Le domestique le moins payé et célibataire ne doit pas toucher moins de 76 \$ par mois. L'employeur est plutôt encouragé à payer plus. «Je travaillais de 6h à 19h pour 20 \$, parfois 50 \$ pour plusieurs travaux à la fois. Je ne pouvais rien dire. Mais grâce à cette Ong, je gagne maintenant 100 \$», explique C.M, une domestique travaillant pour un onusien.

Mais le faible revenu de nombreux foyers congolais (moins de 50 \$ par fonctionnaire) ne permet pas de bien payer un domestique. Seuls les organismes et entreprises privées ou leurs agents se le permettent mais la grande quantité des demandeurs n'a pas cette chance. Contraints par la précarité de la vie, de nombreux domestiques acceptent ces dures conditions de travail pour survivre. Une nécessité qui fait oublier le respect de la dignité humaine.

Trésor Mokiango

LA VILLE EN BREF

Agriculture

10 janvier : le Conseil régional des ONG, le CRONG, a publié le résultat de la campagne de réduction de la pauvreté et éradication de la faim en Province orientale organisée de décembre 2010 à février 2011 auprès des organisations de la société civile qui a récolté 1000 signatures. Cette dernière demande au gouvernement central d'allouer au moins 10% du budget à l'agriculture et au développement, d'investir au profit de l'agriculture familiale par l'adoption d'un code agricole qui doit être harmonisé avec celui des mines et forestier pour parvenir à réduire la pauvreté ainsi que l'exode rural. A la communauté Internationale de bannir toute imposition et orientation de l'aide publique au développement qui ne cadre pas avec les besoins des Etats et des populations. Le ministre provincial de l'Agriculture a souligné qu'il faut une volonté politique à travers un programme cohérent pour relever le défi de l'agriculture.

Livre Aucai

Le 5 février la Plate forme de l'Edition de Livres et de droit d'Auteurs (PELDA) a présentée le livre «Province Orientale sous la gestion de l'honorable Médard Autsai». Cet ouvrage présente l'histoire politique de la province, 37 gouverneurs qui l'ont dirigé, les réalisations de l'actuel gouvernement provincial et les vertus du gouverneur Médard Autsai. Du point de vue des auteurs, Autsai est un rassembleur, solidaire, avec générosité, homme de dialogue social, un pragmatique avec une dynamique politique qui s'adapte à tous les régimes politiques depuis Mobutu jusqu'à Joseph Kabila. Cet ouvrage a été écrit par deux professeurs de l'Unikis : Dieudonné Ular et Alphonse Mbate ; tous deux membres du cabinet politique du gouverneur...

Une des participantes a fait remarquer que seuls les aspects positifs sont montrés alors que le gouverneur a ses faiblesses. Notamment parfois la prise de fois de décisions sur la base de rumeurs.

Insécurité

31 janvier -1er février: meurtre d'un Chinois âgé de 43 ans dans un foyer minier

à 9 km de Nyanya sur la route Ituri. Un autre a été blessé et les deux autres son sains et saufs. Ils étaient seuls dans une mine d'or dans les ilots de la rivière Ituri, quand ils ont été attaqués par deux militaires armés accompagnés de civils avec des machettes. Selon le service de renseignement sur place, il y avait 20 sujets Chinois sans papiers dans cette zone minière.

Partenariat

3 février, la Fondation nationale pour la démocratie (NED) annonce vouloir financer les associations de la société civile dans le domaine de la liberté de la presse, d'accès à l'information, la bonne gouvernance, la résolution pacifique des conflits, l'Etat de droit, l'éducation civique et les droits humains. Annonce faite par le chargé de programme pour l'Afrique Centrale, Marks Joshua, au cours d'une conférence de presse animée au Groupe Lotus. Bailleurs de fonds indépendant américain financent ces projets pour la promotion de la démocratie dans le monde. En RDC 35 associations bénéficient de cet appui. www.ned.org

Sport

Toujours la violence au stade Lumumba

9 février, tirs à des balles réelles et grenades lacrymogènes au stade Lumumba au terme d'une rencontre de football en signe de protestation de



Stade Lumumba dans la commune de la Tshopo. © Mongongo. Photo d'archives

prestation de l'arbitrage. Jets de pierre, casses et blessés sont fréquents depuis le début de ce championnat. Les domiciles des arbitres ne sont pas épargnés. L'Entente Urbaine de Football suspend pour un an avec interdiction d'accès au stade quatre supporters, dont le président de fanatiques de l'A.S Nika.

(suite à lire page 4)

Aéroport de Bangboka

La présence des militaires fait croître le village voisin

Le petit village en face de l'aéroport de Bangboka a bien grossi depuis une dizaine d'années. Des commerçants s'y sont installés et surtout de nombreuses jeunes femmes qui vendent leurs charmes aux militaires étrangers qui stationnent quelques mois à proximité.

A 200 m en face de l'imposant bâtiment de l'aéroport de Bangboka, de l'autre côté de la route, des cases de fortune, des restaurants, des débits de boissons attirent la curiosité des voyageurs. Nombre d'entre eux traversent pour acheter des fruits, du pondu et autres produits vivriers des paysans. Depuis les années de guerre en 1996, ce lieu n'est plus seulement un petit marché. C'est une vraie agglomération qui change les modes de vie de ce petit village d'antan. «Les activités des bases permanentes ou temporaires des militaires étrangers (Rwandais, Ougandais dans le passé...), des militaires des FARDC, des casques bleus des Nations unies et de Belges actuellement attirent du monde» explique Amisi Mambemambe, notable de la localité de Tshamaka. Les gens viennent du centre ville (20 km) et de partout pour commercer. Ils préfèrent s'y installer pour éviter les allers et retours incessants. Des filles et des femmes en profitent pour venir échanger leurs faveurs sexuelles contre des avantages matériels. Elles vivent dans des maisonnettes en terre battue aux toits en pailles, couvertes de morceaux des tentes militaires.

Celle qui réussit à trouver un conjoint parmi les militaires préfère s'installer dans ce village près de la base. Certaines qui restent seules avec les enfants après le départ du mari vivent dans le plus grand dénuement. Sarah, 25 ans, s'est séparée de son mari à Kisangani avec deux enfants pour résider à Bangboka, il y a de cela deux ans. «Cette grossesse appartient à un militaire», témoigne-t-elle, refusant de révéler son identité. Devant les maisonnettes, l'on peut apercevoir des femmes avec des bébés. Les chambres n'ont souvent pas de portes et les lits sont de fabrication artisanale avec des sticks. Au fond du village, du côté de la route qui mène vers le campement des militaires des Nations

unies, Safi qui porte un enfant d'un militaire onusien, déjà en fin mission, loue à ses consoeurs les 8 studios de sa maison, construits grâce à son amant. Les disputes sont fréquentes entre ces jeunes femmes, rapporte «Mère double» leur représentante à cause de l'infidélité (des militaires et de ces femmes) et les dettes impayées.

La cité se peuple

En 1978 après la construction de l'aéroport de Bangboka, le village ne comptait qu'une centaine d'âmes, se souvient Amisi Mambemambe. La population est aujourd'hui de 1.350 dont 382 femmes libres et 762 enfants de nationalité marocaine, sénégalaise, ougandaise, rwandaise et congolaise...

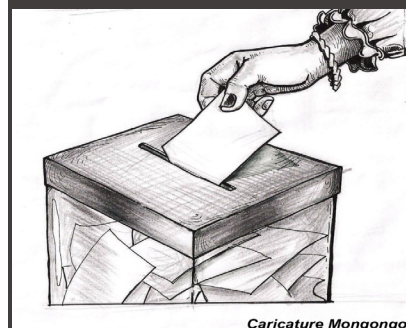
«Je recensais parfois plus de 2000 personnes entre les années 2000 et 2007. Mais beaucoup de femmes libres sont retournées au centre ville depuis la fin de la guerre au Kivu et le départ progressif des casques bleus, notamment les Sénégalais. Certaines reviennent petit à petit avec la présence de quelques militaires belges et de la garde républicaine», affirme Mondo Kongoli, chef du Bloc Tshamaka, qui abrite cet aéroport.

Une école primaire de trois premiers degrés élémentaires fonctionne à ciel ouvert depuis l'année dernière. Elle épargne aux enfants de longues distances en traversant la piste de l'aéroport. Selon Bruno Kabale, agent de la Régie des voies aériennes (R.V.A), cette forte présence humaine crée cependant un environnement sale avec beaucoup de déchets tout près de l'aéroport. Le maire de la ville a demandé à tous les occupants de reculer de 100 m du lieu.

Natacha Kongolo

Elections 2011, les Eglises mobilisent les adeptes

Depuis le 09 février, l'Association des églises de réveil (AER) de la ville de Kisangani a organisé trois journées de prière au cours desquelles elle a mobilisé les femmes chrétiennes à s'engager dans le processus électoral. Dans leur



commentaire autour du thème «dédicace de l'année 2011 et les élections en cours», elles disent que «le Congo est malade et qu'il faut prier pour les dirigeants». Pour le Pasteur Alphanie, présidente de l'AER de Butembo, première oratrice de cette conférence, «l'économie, l'administration... du Congo sont par terre parce que la femme est écartée de la gestion.» Selon elle, les choses ne marchent pas parce que la population a élu des représentants membres de leurs familles, de partis politiques affamés qui ne pensent pas à l'intérêt national.

«Redémarrez, recommencez», lance-t-elle pour inciter les femmes à reprendre courage, celles candidates aux élections de 2006 reprennent courage et à éviter les aides des hommes politiques, le clientélisme en cette période électorale. Pour le vice maire de la ville, Ramazani Tabora qui participait à cette conférence «les femmes renferment une force politique en Rd Congo suite à leur nombre, mais elles ne doivent pas se laisser flatter». «Si le pays est troublé, l'Eglise l'est aussi», estime l'apôtre Runiga, qui est aussi cadre de parti politique CNDP. C'est pourquoi il est important de préparer les fidèles en leur montrant le profil d'un bon candidat. Ainsi, si on a le choix entre Jésus et Barabas, on constate le choix massif de Barabas malfaiteur, et non Jésus qui

guérissait, nourrissait les gens. «Si on choisit un mauvais candidat, le pays sera dans l'impasse pendant cinq ans». «Ces Eglises ne se versent-elles pas trop dans la propagande, au risque d'influencer notre choix comme électeur», s'interroge une femme à la sortie de ces rencontres

Les associations estudiantines courtisées par les politiques

Depuis le début de l'année. Sur les murs de facultés, les portes de l'amphithéâtre de l'Unikis, ISC et ISTM les affiches mutualistes des étudiants sont de plus en plus nombreuses. On peut lire «les étudiants ressortissants de...» Selon un membre dirigeant de Lisungameli (Association tribale des étudiants Lokele et Turumbu), «nous nous réunissons ce dernier temps pour faire des mise en garde à nos membres tout au long de cette année électorale et les informer sur la manière de se conduire dans leur institution». Les associations estudiantines et mutualistes sont de plus en plus sollicitées par les politiques. D'après une source crédible, «les étudiants Ngbetu ont organisé la réunion du janvier dernier chez un député de leur tribu».

D'autres politiques font des cadeaux : ordinateurs, rames de papiers, enveloppes d'argent pour renforcer les caisses des étudiants affirme un responsable des étudiants de l'Umoja (Association des étudiants ressortissant de la province du Maniema). D'autres encore, ont échangé des vœux avec les cadres politiques de leur tribu. Selon un membre des étudiants d'Aru, c'était chez un haut cadre politique de leur territoire.

Par ailleurs tous les partis politiques poussent les jeunes à s'enrôler massivement : - le Mouvement de Renaissance du Congo pour l'Afrique (MRCA) un nouveau parti politique de Kisangani, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD).

Gabriel Famba, David Malisi

ECHOS DE PROVINCE

Bunia UNC Interdit de se réunir

10 février, l'Union pour la Nation Congolaise (UNC), parti de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Vital Kamhere, s'est vu interdire de tenir sa conférence débat en publique à la grande salle de l'Eglise francophone CECA 20. Tôt le matin un dispositif sécuritaire des éléments anti émeute de la police nationale a été déployé sur le lieu. Le maire de la ville de Bunia a déclaré qu'il n'a pas été saisi de la tenue une telle rencontre. Le gouverneur de province en séjour dans cette ville a indiqué à la presse locale que tout Congolais est libre d'organiser une manifestation politique. Malgré cette adresse de l'autorité les éléments de la police sont restés sur le lieu jusqu'au soir.

Le président de l'Union des Patriotes Congolais (UPC) député John Tinazabo déplore cette situation et parle de l'absence de la liberté politique en Ituri. Cette conférence devait est tenu par un professeur d'université en provenance du Canada chargé de l'idéologie au sein de l'UNC. Ce dernier a tenu juste une réunion à l'intention des membres de son parti au siège de l'UPC de Thomas Lubanga.

Ousmane Sylla

Isangi La société civile se cotise pour sensibiliser sur les élections

La société civile d'Isangi organise des séances d'explication sur la révision du fichier électoral à l'intention des confessions religieuses. L'Abbé Joseph Mola, conseiller à la coordination de la société civile, a invité les responsables des Eglises à montrer dans leurs différentes adresses aux fidèles, l'importance de la révision du fichier électoral : pour doubler le nombre des élus provinciaux et nationaux et surtout pour bénéficier d'une carte d'identité. Dans certaines églises à la fin de culte, on lit le message élaboré par la société civile sur les élections.

Le président de la société civile de Luete envisage d'aller voir les chefs locaux afin qu'ils puissent convaincre leurs administrés de ne plus se faire inscrire au centre d'inscription situé à un kilomètre du village en face mais qui fait partie du territoire voisin de Yahuma. Mais qu'ils se rendent plutôt à leur bureau de vote qui sera situé à 25 km de ce village.... La société civile mène ces activités grâce aux contributions volontaires de certains d'eux et d'un député.

Joseph Bassay

Isiro La société civile : échange élection contre la sécurité

Du 9 au 11 février, le Programme d'Education Civique (PEDUC) de l'Université de l'Uélé a organisé un atelier sur la sensibilisation et le monitoring des libertés publiques dans le Bassin de l'Uélé (district du Haut-Uélé et une partie du District

du Bas-Uélé) à l'intention des membres de la société civile, des confessions religieuses, des Commissions Diocésaines Justice et Paix d'Isiro-Niangara et de Wamba. Cette activité a été organisée avec l'appui de l'Union Européenne et de la Monusco. Il en ressort que la présence de la LRA et des éleveurs Mbororo menace la sécurité dans la région, les participants mettent en avant l'absence des textes légaux pour que les cités puissent acquérir le statut des Villes, ils dénoncent l'enclavement de cette partie de la province. Une pétition demande au gouvernement central de sécuriser cette région pour pouvoir commencer la révision du fichier électoral: «échange élections contre la sécurité».

Les partis politiques eux sont déjà en campagne. Début février le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) s'est lancé dans les villages pour inviter les paysans à ne plus voter par ignorance : «En 2006, on a voté pour mettre fin à la guerre, cette fois-ci ça sera pour corriger les erreurs à travers les bons choix», martèlent ses dirigeants. Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) s'installe dans certains villages. Au MSR (Mouvement Social pour le Renouveau) les militants se rencontrent désormais deux fois par mois. Lors d'un culte dans la Cathédrale d'Isiro, l'Abbé Dieudonné Abakuba a invité les fidèles de différentes confessions religieuses à ne plus voter pour les biens matériels. Le Réseau Genre et Développement (REGED), quant à lui à travers ses tournées dans les villages insiste sur la participation des femmes aux élections prochaines.

Richard Tandro

Ubundu vit déjà la fièvre de la campagne électorale

12 février, le député Gaston Musemena du PPRD est arrivé en grand pompe dans la cité d'Ubundu. Tolekistes, motards, tous se sont mobilisés pour l'accueillir. Au cours de son meeting tenu au centre de la cité, l'honorable a commencé par énumérer les réalisations du président Joseph Kabila pour ce territoire liées à la réouverture de la route. Il a invité la population de se faire enrôler massivement et savoir choisir. Quelques jours avant, un autre député national Nestor Tela du PSR avait, de même, exhorté ses militants à se faire enrôler de se débarrasser de la peur. Les partis politiques profitent des manifestations officielles ou des deuils pour brandir leur drapeau. Ils profitent de l'ignorance de la population au lieu de le former. «Nous avons dénoncé cela au commissaire de district», regrette Sumaili Nyembo vice coordonateur de la société civile d'Ubundu. Selon Matthieu Mamiki, chef de bureau de liaison de la commission électorale indépendante à Ubundu, les populations sont enthousiastes à s'enrôler mais aimeraient être informées sur les échéances électorales...

Fidèle Utula

Wa domestiques wameonyeshwa kutetea haki zao

Tangu siku chache, kuna shirika moja linalowafunza watu wa kazi (domestiques) kutetea haki zao. Wamoja kati yao wameanza ku signer contrat ya kazi na kulipwa kama inavyostabili. Lakini wengine wameendelea kulipwa vibaya na wapatrons wao ambao wamekosa pato ao niya ya kutengeneza hali ya kazi.

Siku moja Jolie alifika nyuma kazini. Patron wake asiye mukongomani akamfukuza ku kazi akimwomba comptable amupe Jolie 200\$ ya mwisho wa kazi (décompte final). Kiisha mabishano, Jolie akalipwa 400\$, ijapo ametumika kazi kwa myaka miwili sasa bila allocations familiales, bila franka ya kulipa nyumba wala transport huko mshaara ukiwa mdogo sana kinyume na sheria. Wa domestiques wengi ni wanawake, Jolie ni mmoja wa wachache ambao wamefika ku Inspection du Travail kutafuta kujua haki zao. Kwa sasa wamejaribu kutetea haki zao kwa msaada wa shirika iitwayo ong conscience.

Hali ya wadomestique imebadirika

Kwa mwaka mzima sasa, ong Conscience imewakusanya wadomestiques ili kuwafundisha haki na mapashwa zao. «Wadomestiques wamefanya kazi bila contrat kama watumwa, yote ile sababu ya kutojua haki zao», amesema Bienvenu Sakananu, mshimamizi wa ong Conscience. Watu karibu 200 kukiwemo wa filles mères wamepata mafundisho na watu 24 kati yao wamepata kazi na kusigner contrat ya kazi kwa msaada wa ong hiyo. «Wakati mtu wangu wa kazi alikua mgonjwa, nilitéléphoné, ong conscience ikanitumia mtu mwengine», amesema kwa furaha Pauline aliye mwanafunzi wa chuo kikuu, akiisifu kazi ya ong Conscience. Kisha mafundisho, ikiwa mtu anajandikisha kuwa mwana-memba wa ong hiyo, atasaidiwa kupata kazi kwenye watu wa MONUSCO ama kwenye manyumba ya wakongomani. Kwa hiyo, ong imekuwa ikipita milangoni na kutoa tangazo kwenye vyombo vya habari...

«Wamelipwa sasa mshaara kati ya 100\$ na 300\$, mtu wa kazi amekamata 70% na shirika la Conscience 30% ili kuendesha kazi na kusaidia katika ma projets

nyingine» amesema Bienvenu Sakananu. Shirika linachungua vizuri hali watu hao wametendewa nafasi ya kazi. Kwa kufata mafundisho, lazima mtu ajue kumsoma, kuandika na kuhesabu. Ndipo mda wa mwezi mmoja amejifunza kazi ya nyumba, mapishi ya kwetu na ile ya kigeni, kulinda watoto, mauwa na kujua kanuni za kazi.

Domestique ni kama kazi ingine

Katika manyumba mengi, mtu wa kazi ana mshaara usiopita 20\$ kwa mwezi, huko akifanya kazi yote nyumbani. « Na kuoona kazi nyingine nyingi ni kama ile ya domestique : kufanya bustani, kugoma, kupika chakula, kuleya watoto », amesema Jack Kongo, Inspecteur wa Division du travail. Watu wa kazi wamekuwa wakitu-kaniwa na wa patrons wao hata kufukuzwa kazini wakati wowote. Hasa wafanya-kazi wa kike wamekuwa wakikamatwa kama wa mbanda.

Kwa mjibu wa Inspecteur du Travail hakuna tofauti kati ya mtu wa kazi (domestique) na yule anayetumika katika kampuni (entreprise). Wote wawili wameangaliwa na Code du travail. Domestique aliye mgani (célibataire) hawezi kullipwa chini ya 76\$ kwa mwezi. « Nilikuwa nikitumika toka 6h mpaka 19h juu ya 20\$ kwa mwezi, saa zingine 50\$ kazi ikipitakipimo. Sikuwa na la kusema ; leo kwa msaada wa ong Conscience nina mshaara wa 100\$ » amesema C.M., mtu wa kazi kwenye watu wa MONUSCO. Upande mwingine mkongomani hana pato ya kutosha ili kumlipa mtu wa kazi kama inavyofaa. Makampuni (entreprises) na mashirika makubwa (organismes) pekee yao ama wanaotumika huko ndio wenye pato. Maisha ya tabu inatumata watu wa kazi waitike hali ya kazi kama hii, hata wakipuza heshima yao.

Trésor Mokiango

Mbongo ya mabe ezali o maboko ma bato

Nkasa mingi ya mabe ya 500 Fc na ya dollar ezali kotambola mingi o maboko ma bato awa na Kisangani. Bato ba mombongo na bavandi bazwaka mbongo ina bapasolaka yango na ntina 'te bakanga bango te. Nzokande baye bazali kotula mbongo ina bakangemi naino te.

Mwa 24 sanza ya yambo, bilenge babale batuli mbongo ina ya mabe (frappeurs) batindamaki o ANR (Agence Nationale de Renseignement) », elobi moko officier ya police d'intervention rapide. Ezali mbala ya yambo te. Batuli dollar ya lokuta bazali koloba 'te bayebi koikinya mbongo : soko opesi 100\$ okozwa 200\$; soko opesi 1000\$ okozwa 2000\$. Babandaka kosalala bosembo kasi soko mokolo okopesa mbongo ebele nde bakimi libela. Basangisaka mbongo ya malamumu na ya mabe yango wana ekomaka o maboko ma bato. « Mokolo moko o magasin ya Beltexco, balakisaki ngai mwasi moko azalaki na nkasa ya mabe ya 500 Fc », elobi général David Masandi, inspecteur provincial ya police nationale congolaise. Nkasa ina ya mabe ya 500 Fc na ya 100\$ ikomi mingi o maboko ma bato awa na Kisangani eleki mbula misato mpe moto nyoso asila kozwa yango.

O mabota, o misala, o zando, masolo mazali kosalema mingi likolo lya mbongo ina. Basusu bazali koyokela mawa baye bakweyaki o motambo ma batuli mbongo na elikya 'te baikinya mosolo mwa bango nzokande ezali se lokuta. Oyo abungisi mbongo akoki kofunda bango te zambi azali kobanga 'te police elandela mpe ye. O talatala ya caisse ya « Crédit Boyomais », babaki lokasa moko la mabe la 500 Fc mpe bakomi « Mbongo ya mabe », mpo na kokebisa bato banda 2010, elobi gérant. Mpo na Benjamin Bembonga wa Unikis, mbongo ina ebebisaka mombongo zambi banque eyebi motango mwa yango te.

Bana nsomi bakufeli zambi bayebi te

O zando enene, gérant ayebisi 'te azwaka mbongo ina ntango afutisaka ticket zambi bakongoli bayebi yango malamumu te. « Banda mbula eleki, bamama bazali komilela mpo bankolo magasin baboyaka kozwa mbongo ina bango bayaka mpo ya kosomba biloko », elobi mama Alima mokambi wa bateki sani. Bango bayebi kokabola te mbongo ya mabe na ya malamumu basangisi liboke lyoko ya nkasa ya 500 Fc awa batekisaka na butu. O mbo-ka Alibuku 36 km na Kisangani o nzela ya Bana-lia, pasteur ya eyamba moko ayebisi 'te amonoko mbongo ina ya mabe o kitunga ya mabonza. Boko bamama bateki bafungola miso balobi 'te

(suite de la page 2)

Les deux entraîneurs du Racing Club Etoile écopent chacun deux mois de suspension pour avoir menacé les arbitres. Les présidents de ces deux équipes accusés d'incitation à la violence risquent aussi des sanctions.

Un officier militaire dirigeant de l'Association militaire de Kisangani (ASMIKIS) est suspendu pour 12 mois pour avoir menacé l'arbitre. A la fin du match R.C Boyoma-ASMIKIS, des militaires en tenue civile ont échangé des coups avec les po-

mbongo ina ya mabe izangi fil ya sécurité mpe filigrane ya moto ya Okapi o ngambo mosusu ya lokasa. Lisusu mbongo yango izali pepele koleka iye ya malamumu. Dikitele Ngoy Mwana ya banque centrale andimi yango mpe asila koyebisa bakonzi baye na hôtel de monnaie epai basalaka mbongo o Kinshasa. Ntango bazwaka mbongo ina, batobolaka yango to bapasolaka yango na ntina 'te izonga lisusu te o maboko ma bato. Baye bazwaka yango babombaka yango na ntina 'te police elandela bango te. Bato basusu batalaka mbongo malamumu yambo ya kozwa yango to batalaka yango na mwinda mpo na koyeba soko ezali mbongo ya malamumu ya fc to ya dollar. Manso mana ezali se bana nsomi nde bakweyaka o motambo ma baye bazali kotula mbongo ina.

Batuli mbongo ya mabe basengeli na etumbu

Eteni 117 ya code pénal elakeli etumbu banda mibu 5 kin'0 20 bakisa lomande na moto nyoso azali kotula mbongo ya mabe. Bobele mobeko mona o eteni ya 118 elakeli etumbu ya mikolo 8 kin'0 mbula moko na moto oyo asaleli mbongo ina.

Batuli mbongo ina nde banani ? Basusu bazali kofunda baye bakosenzeke mbongo (cambistes), baimombongo, bato ba politiki, bakonzi ba mampinga to mpe bato basusu bayoki mposa ya kozwa mosolo na lombango. « Mbongo ya mabe imononoko mingi o maboke tozwa epai ya bacambiste », elobi Petro Menga, moteki makayabo. Valentin Lomboko président wa bacambiste awangani makambo manso mana. « Baimombongo nde bazali na mbongo ebele. Basiso tosalelaka se mbongo iutaka o maboko ma bato banso. Police ekangaka batuli mbongo mbala mingi kasi ekoumela te tokomono bango lisusu libanda », elobi ye.

Général David Masandi, akamwaka ndenge parquet etikaka noki noki bato bana police ekobatin-delaka. Mpo na moko magistrat , kotika moto na bonsomi ezali o mobeko. Kokangema ekoki mpe kosalema. Badossier mingi etindami o parquet etali mingi se bato bazali kosalela mbongo ina kasi batuli te. Mbeba mpe basali ezali koyebana malamumu te.

Natacha Kongolo

liciers qui protégeaient les arbitres menacés par ces militaires. Deux arbitres écopent chacun de 6 à 12 mois de suspension pour mauvaise prestation. Mais souvent ces sanctions ne changent à rien faute de culture du faire play et de l'impunité des vrais commanditaires et fauteurs de troubles parmi les quels certains responsables des clubs estiment de nombreux sportifs. La rencontre Nika contre Monama sera joué à huis clos à partir de 7h en a décidé l'Eufkis le 11 février.

Avec le soutien du projet interbailleurs Médias pour la Démocratie et la Transparence en RDC

Communiqué

Monsieur KATEMBO KAHEHERO informe le public de la perte de son certificat d'enregistrement portant le numéro SU 764 du plan cadastral de la commune de Makiso dans de la ville de Kisangani enregistré sous le vol C-75, Folio 82. Je reste redevable de toutes les conséquences qui adviendraient vis-à-vis des droits des tiers.

Sé KATEMBO KAHEHERO
Propriétaire

MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Baise, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla

Traduction :

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros) 20 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum .

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani